LEGISLATION
1er Mars 1953
Transmis à M. le Bureau Coordinateur

ROYAUME DE BELGIQUE — KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT — ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 2 mars 1953, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant en ce qui concerne les chambres de recours l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, ainsi que certains arrêtés d'exécution", a donné le 5 mars 1953 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2e Maart 1953 door de Eerste-Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging, wat de raden van beroep betreft, van het koninklijk besluit van 2 October 1937, houdende statuut van het Rijkspersoneel, alsmede van sommige uitvoeringsbesluiten", heeft de 5e Maart 1953 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose l'intitulé suivant :

"ARRETE ROYAL MODIFIANT :

1° L'ARRETE ROYAL DU 2 OCTOBRE 1937 PORTANT LE STATUT DES AGENTS DE L'ETAT;
2° L'ARRETE ROYAL DU 30 MARS 1939 RELATIF A LA MISE EN DISPONIBILITE DES AGENTS DE L'ETAT;
3° L'ARRETE ROYAL DU 7 AOUT 1939 SUR LE SIGNALEMENT ET L'AVANCEMENT DES AGENTS DE L'ETAT.".

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de supprimer dans les trois premiers alinéas du préambule, toutes les mentions d'articles.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat observe que le préambule ne motive pas la modification que le projet apporte au statut en confiant au ministre l'attribution du signalement après avis favorable de la chambre de recours.

\+

\+ +

.../...

ARTICLE 1er DU PROJET.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger la phrase liminaire de cet article ainsi qu'il suit :

"Article 1er.-

Dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937, la section deuxième du titre X est remplacée par les dispositions suivantes :

Section deuxième - De la chambre de recours.".

Article 82.-

Aux termes du nouvel article 82, alinéa 2 introduit par le projet, les chambres de recours comprennent une "section" d'expression française et une "section" d'expression néerlandaise.

Au contraire, les arrêtés ministériels pris en exécution de l'article 82 du statut organisent au sein des ministères des "chambres" d'expression française et des "chambres" d'expression néerlandaise conformément à la terminologie ancienne.

Le Conseil d'Etat signale cette divergence de terminologie.

- - -

.../...

Compte tenu de ce qu'il peut exister plusieurs chambres de recours dans un même ministère, le Conseil d'Etat propose de rédiger la deuxième phrase de l'alinéa 2 du nouvel article 82 ainsi qu'il suit :

"Le régime linguistique et éventuellement le service auxquels appartient l'agent déterminent la section devant laquelle il comparaît.".

Article 83.-

Le Conseil d'Etat fait observer que le statut ne précise pas ce qu'il faut entendre par "fonctionnaires généraux".

\- - -

Le Conseil d'Etat propose de rédiger les alinéas 2 et 3 du nouvel article 83 ainsi qu'il suit :

"La chambre de recours des fonctionnaires généraux connaît des recours des fonctionnaires généraux.

.../...

La chambre de recours interdépartementale connaît des recours des autres agents de la 1ère catégorie.

Les chambres de recours départementales connaissent des recours des agents des 2e, 3e et 4e catégories.".

Article 83 bis.-

Le Conseil d'Etat propose de rédiger la première phrase du nouvel article 83 bis, b , ainsi qu'il suit :

"b) par section, des secrétaires généraux et de l'administrateur général des Colonies,en activité de service,du même rôle linguistique que le requérant; ils siègent en qualité d'assesseurs.".

Article 84.-

Le Conseil d'Etat propose de supprimer les derniers mots de cet article : "de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.".

.../...

Article 85.

Le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu de supprimer, à l'alinéa 1er de cet article, les mots : "à la chambre de recours interdépartementale ou", puisque cette chambre n'est compétente que pour les agents de la première catégorie.

\- - -

Le Conseil d'Etat propose de rédiger le début de l'alinéa 2 de cet article ainsi qu'il suit :

"Lorsque le nombre d'assesseurs suppléants répondant à cette condition est insuffisant, il est procédé ...".

Article 86.

En vertu de cet article, le fonctionnaire général comparaissant devant la chambre de recours ne peut plus récuser, d'une part, un des assesseurs de l'administration et, d'autre part, un des assesseurs du personnel.

En vertu de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 13 juin 1939, il pouvait le faire sans devoir motiver sa récusation.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition n'interdit pas au fonctionnaire général intéressé de récuser un membre de la chambre lorsque

.../...

la présence de celui-ci est de nature à porter atteinte à la liberté et à l'impartialité de l'avis à émettre par la chambre de recours (arrêt Conseil d'Etat, 12 juillet 1952, Dumont et Bœyens, p. 755).

Articles 90 bis et 91.

Le Conseil d'Etat est d'avis que le dernier alinéa de l'article 90 bis devrait prendre place dans l'article 91. Ce dernier article devrait, en outre, subir les modifications suivantes :

"Article 91.-

La chambre peut recommander des enquêtes complémentaires et demander d'y déléguer deux asses-seurs qui ont assisté aux délibérations; ceux-ci, hors les cas ... etc.

Après examen, la chambre de recours envoie le dossier au ministre intéressé et lui fait connaître son avis motivé. Elle mentionne par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis.

Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

Le requérant et son défenseur ...".

Article 91.

Dans plusieurs arrêtés ministériels figure une disposition qui organise l'audition contradictoire

.../...

des témoins lorsqu'il est procédé à une enquête à la demande de la chambre de recours.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette garantie devrait être étendue à tous les agents de l'Etat et devrait donc être prévue dans le projet.

Article 94.

En vertu de l'alinéa 1er de cet article, le ministre attribue définitivement le signalement.

Cette disposition modifie une des règles essentielles du statut en matière d'avancement de grade.

En effet, le haut commissaire à la réforme de l'Etat avait délibérément soustrait à l'appréciation du ministre la fixation du signalement.

En outre, cette disposition, qui constitue une modification aux articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 7 août 1939, trouverait mieux sa place dans cet arrêté.

Article 95.

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

"Des indemnités pour frais de séjour et de parcours, calculées suivant les dispositions réglementaires, sont accordées aux assesseurs, au défenseur s'il est agent de l'Etat, ainsi qu'au requérant si l'avis de la chambre lui est favorable.".

.../...

ARTICLE 2 DU PROJET.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer la mention de l'intitulé de l'arrêté royal du 30 mars 1939, cet intitulé étant déjà repris au préambule.

ARTICLE 3 DU PROJET.

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante :

Article 3.-

A l'article 18 de l'arrêté royal du 7 août 1939, les mots "au Secrétaire général"sont remplacés par les mots "au Ministre ou à son délégué".

ARTICLES 4 ET 5 DU PROJET.

Le Conseil d'Etat estime préférable de faire un article distinct de la disposition contenue dans l'article 4, alinéa 2,qui serait rédigé comme suit :

Article 4.-

L'examen des recours introduits, au sujet desquels aucun avis n'a été émis à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est poursuivi conformément aux dispositions du présent arrêté.

- - - -

L'article 4, alinéa 1er, et l'article 5 du projet deviendraient respectivement les articles 5 et 6.

De Raad van State stelt de volgende titel voor :

"KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN :

1° HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 2 OCTOBER 1937 HOUDENDE STATUUT VAN HET RIJKSPERSONEEL ;

2° HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 30 MAART 1939 BETREFFENDE DE TERBESCHIKKINGSTELLING VAN HET RIJKSPERSONEEL ;

3° HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 7 AUGUSTUS 1939 BETREFFENDE HET SIGNALEMENT EN DE BEVORDERING VAN HET RIJKSPERSONEEL.".

+

+ +

De Raad van State stelt voor, in de eerste drie leden der inleiding, alle verwijzingen naar artikelen te schrappen.

+

+ +

De Raad van State merkt op dat in de inleiding geen motivering te vinden is voor de wijziging welke het ontwerp in het statuut aanbrengt, waar het de minister gelast het signalement toe te kennen na gunstig advies van de raad van beroep.

+

+ +

.../...

ARTIKEL 1 VAN HET ONTWERP.

De Raad van State stelt voor, de inleidende volzin van dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

In het koninklijk besluit van 2 October 1937 wordt de tweede afdeling van titel X door de volgende bepalingen vervangen :

"Tweede afdeling. Raad van beroep.".

Artikel 82.-

Luidens het nieuw artikel 82, tweede lid, dat door het ontwerp wordt ingevoegd, omvatten de raden van beroep een Nederlandstalige "afdeling" en een Franstalige "afdeling".

De ministeriële besluiten, genomen ter uitvoering van artikel 82 van het statuut, daarentegen richten, overeenkomstig de vroegere terminologie in de ministeries, Nederlandse en Franse "raden" in.

De Raad van State wijst op dit verschil in terminologie.

- - -

Aangezien in een zelfde ministerie meer dan een raad van beroep kan bestaan, stelt de Raad van State voor, de tweede volzin van het tweede lid van het nieuw artikel 82 als volgt te lezen :

"De taalrol en eventueel de dienst waartoe de ambtenaar behoort, bepalen voor welke afdeling hij verschijnt.".

.../...

Artikel 83.-

De Raad van State merkt op dat het statuut niet bepaalt wat onder "ambtenaren-generaal" moet worden verstaan.

- - -

De Raad van State beveelt de volgende lezing aan voor het tweede en het derde lid van het nieuw artikel 83 :

"De raad van beroep voor de ambtenaren-generaal neemt kennis van de beroepen der ambtenaren-generaal.

De interdepartementale raad van beroep neemt kennis van de beroepen van de overige ambtenaren der eerste categorie.

De departementale raden van beroep nemen kennis van de beroepen van het personeel der tweede, derde en vierde categorie.".

Artikel 83 bis.-

De Raad van State beveelt de volgende lezing aan voor de eerste volzin van het nieuw artikel 83 bis, b :

"b) per afdeling, de secretarissen-generaal en de administrateur-generaal van Koloniën, in actieve dienst en van dezelfde taalrol als de verzoeker; zij hebben zitting als bijzitters.".

.../...

Artikel 84.-

De Raad van State stelt voor aan het slot van dit artikel de woorden : "van het koninklijk besluit van 2 October 1937" te schrappen.

Artikel 85.-

De Raad van State is van oordeel dat in het eerste lid van dit artikel de woorden : "aan de interdepartementale raad van beroep, of" moeten geschrapt worden, vermits deze raad alleen voor de ambtenaren eerste categorie bevoegd is.

- - - - -

De Raad van State stelt voor, het tweede lid van dit artikel in het Frans te doen aanvangen als volgt :

"Lorsque le nombre d'assesseurs suppléants répondant à cette condition est insuffisant, il est procédé ...".

Artikel 86.-

Krachtens dit artikel kan de ambtenaar-generaal die voor de raad van beroep verschijnt, niet langer enerzijds een bijzitter van het bestuur en anderzijds een bijzitter van het personeel wraken.

.../...

Krachtens artikel 4 van het ministerieel besluit van 13 Juni 1939 kon hij dit wel, zonder dat hij de redenen van zijn wraking moest aangeven.

De Raad van State is van advies dat deze bepaling de betrokken ambtenaar-generaal niet verbiedt een lid van de raad te wraken wanneer dezes aanwezigheid de vrijheid en de onpartijdigheid van het advies van de raad van beroep in het gedrang kan brengen (arrest Raad van State, 12 Juli 1952, Dumont en Baeyens, p. 755).

Artikelen 90 bis en 91.-

De Raad van State is van advies dat het laatste lid van artikel 90 bis beter op zijn plaats ware in artikel 91.

Dit laatste artikel moet dan nog de volgende wijzigingen ondergaan :

"Artikel 91.-

De raad kan een aanvullend onderzoek aanbevelen, en vragen dat daartoe worden afgevaardigd twee bijzitters die de beraadslagingen hebben bijgewoond; behoudens, enz...

Na onderzoek stuurt de raad van beroep het dossier aan de betrokken minister en geeft hem kennis van zijn gemotiveerd advies. Hij vermeldt met hoeveel stemmen voor of tegen de uitslag bekomen werd.

.../...

De stemming is geheim. Bij staking van stemming wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

De verzoeker en zijn verdediger enz...".

- - - - -

Artikel 91.-

In verschillende ministeriële besluiten komt een bepaling voor tot regeling van het getuigenverhoor op tegenspraak wanneer een onderzoek op aanvraag van de raad van beroep plaats heeft.

De Raad van State is van advies dat deze waarborg voor alle Rijksambtenaren zou moeten gelden en dat het ontwerp daarin zou moeten voorzien.

Artikel 94.-

Krachtens het eerste lid van dit artikel kent de minister definitief het signalement toe.

Deze bepaling wijzigt een van de grondregelen van het statuut in zake bevordering tot een hogere graad.

.../...

De hoge commissaris voor de hervorming van de Staat had immers de vaststelling van het signalement doelbewust aan de beoordeling van de minister onttrokken.

Bovendien zou deze bepaling, die een wijziging is in de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939, beter in dat besluit worden opgenomen.

Artikel 95.-

De Raad van State stelt de volgende tekst voor :

"De bijzitters, de verdediger indien hij Rijksambtenaar is, en de verzoeker indien het advies van de raad hem gunstig is, ontvangen de volgens de reglementsbepalingen berekende vergoedingen voor reis- en verblijfkosten.".

ARTIKEL 2 VAN HET ONTWERP.

De Raad van State stelt voor, de titel van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 die reeds in de inleiding voorkomt, niet meer te vermelden.

.../...

ARTIKEL 3 VAN HET ONTWERP.

De Raad van State stelt de volgende lezing voor :

Artikel 3.-

In artikel 18 van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 worden de woorden "aan de secretaris-generaal" vervangen door "aan de Minister of diens gemachtigde".

ARTIKELEN 4 EN 5 VAN HET ONTWERP.

De Raad van State acht het verkieslijk, een afzonderlijk artikel te maken van het bepaalde in artikel 4, tweede lid. Als lezing wordt aanbevolen :

Artikel 4.-

De beroepen waarover op de datum van inwerkingtreding van dit besluit nog geen advies is uitgebracht, worden overeenkomstig het bepaalde in dit besluit onderzocht.

- - - - - - -

Artikel 4, eerste lid, en artikel 5 van het ontwerp worden dan onderscheidenlijk de artikelen 5 en 6.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H. Eerste-Minister.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.